

EN GRÈCE OU AILLEURS : REFUSONS DE PAYER LA CRISE DES CAPITALISTES !

Dimanche 20 septembre, Syriza, le parti d'Alexis Tsipras a remporté les élections grecques avec 35 % des voix. En coalition avec les « Grecs indépendants », un parti de droite nationaliste, il va poursuivre sa politique main dans la main avec l'Union européenne (UE), la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI).

Un plan d'austérité sans précédent

En janvier dernier, la victoire de Syriza avait incarné l'espoir de celles et ceux qui n'en pouvaient plus des sacrifices au nom de la crise et des exigences de l'Eurozone. Le 5 juillet, la population a voté à 61 % contre de nouvelles mesures d'austérité. Une semaine après, Tsipras capitulait, en signant un troisième « mémorandum ».

Ce mémorandum prévoit toute une série de mesures d'austérité contre la classe ouvrière et les classes populaires, le paiement de la dette aux gouvernements capitalistes et l'accélération des privatisations des services publics. Les impôts vont augmenter, les retraites diminuer. Et l'argent ira directement dans les coffres des banques françaises ou allemandes !

Aucune confiance dans les gouvernements capitalistes

Tsipras a convoqué des élections anticipées pour essayer d'éliminer l'opposition au nouveau mémorandum. Mais les classes populaires de Grèce ne sont pas dupes : l'abstention a été de 45 %. Syriza perd 300 000 voix et quatre députés. Derrière, arrive la droite de la Nouvelle démocratie, qui soutenait le mémorandum. En troisième place, l'extrême droite néo-nazie de l'Aube dorée gagne deux députés (passant de 17 à 19). Ce vote incarne bien le désespoir et la désorientation d'une partie de la population grecque face à des partis de gouvernement qui ne proposent qu'une même perspective.

L'ancienne gauche de Syriza fait moins de 3 % et est éliminée du Parlement. La gauche anticapitaliste révolutionnaire fait un tout petit score -moins de 1%- mais a eu le mérite d'avoir présenté un programme de lutte contre l'austérité, pour la rupture avec le capitalisme et ses institutions.

La solution, ce sont nos luttes

Syriza prétendait mettre fin à l'austérité en gouvernant avec les institutions capitalistes sans appeler à la lutte et à l'organisation des travailleurs et de la population. Dans ces conditions, les capitalistes, les dirigeants des entreprises, des banques, des institutions financières internationales n'ont eu aucune difficulté à imposer leur politique et continueront à le faire. Ils se moquent de la démocratie.

Seules l'organisation et la mobilisation indépendantes des travailleurs, des travailleuses, de la jeunesse,

des classes populaires permettront de mettre fin à leurs diktats. Seule la force d'un mouvement puissant de grèves, de manifestations et le contrôle de l'économie par ceux qui produisent les richesses et un gouvernement des travailleurs issu de nos luttes permettra d'en finir avec leurs loi des profits, et d'imposer nos revendications : l'annulation de la dette, le partage du temps de travail, l'augmentation des salaires et l'interdiction des licenciements, l'éducation, la santé, le logement pour tous...

Hollande a félicité Tsipras pour sa victoire contre les travailleurs. Une preuve supplémentaire qu'en Grèce comme en France, comme partout en Europe, c'est à ces gouvernements qui défendent les intérêts des riches et des patrons que nous devons nous affronter en préparant un mouvement d'ensemble. L'exemple grec nous montre une nouvelle fois que ce n'est pas par les élections que notre sort changera.



PSA VS DR COURAGE

La direction ne supporte pas qu'un médecin du travail veuille faire son travail, en toute indépendance, en refusant de recevoir des ordres du DRH sur le plan médical, voilà pourquoi elle s'acharne contre le Docteur Isabelle Kryvenac. Après la décision de l'inspection du travail qui a refusé le licenciement, la direction a fait appel auprès du ministère du Travail. Signez et faites signer la pétition en soutien au Dr Kryvenac : <http://urlz.fr/2bFf>

PSA FRAUDEUR

Le fisc vient de condamner PSA à une amende de 60 millions d'euros pour avoir tenté de frauder l'impôt. En 2001, le groupe avait mis en place un montage fiscal pour cacher 154 millions d'euros le temps de la déclaration. L'opération a été mise à jour lors d'un contrôle fiscal. PSA a joué la montre durant 14 ans devant tous les tribunaux possibles. Finalement, le groupe paie son ardoise majorée d'une pénalité de 80 %. Voilà au moins quelque chose qu'il n'aura pas volé.

SMART: TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER MOINS !

Test en vraie grandeur pour les démolisseurs du Code du travail. Les salariés de l'usine automobile SMART à Hambach ont été « consultés » pour travailler 39 heures payées 37 ! Au final, ce chantage au maintien de l'emploi n'est accepté que par 39% des ouvriers sur 367, mais par 74 % des 385 cadres. Le patron ne retiendra que le total de 56,1 % sur l'ensemble des 800 salariés. Logique de la démocratie patronale, où on demande aux cadres au forfait-jour de décider du sort des ouvriers, qui subissent les conditions de travail les plus dures pour des salaires de misère.

Les salariés de Bosch Vénissieux avaient accepté un tel chantage en 2004. Des 820 au moment du référendum, il n'en reste que 135 sur un site qui est passé de composants pour l'auto aux panneaux photovoltaïques...

En clair, les sacrifices d'aujourd'hui, dont se gavent les actionnaires, n'ont jamais garanti les emplois de demain. Ce qui est à l'ordre du jour c'est la réduction du temps de travail pour donner du travail à toutes et tous et améliorer les conditions de travail

CONTRE MACRON, LE « TOUS ENSEMBLE » : LA REPONSE ADÉQUATE

Vendredi dernier, Macron, le ministre de l'Économie, ex-banquier en affaires, a lâché de

nouvelles petites phrases. Ce coup-ci, il s'en est pris au statut des fonctionnaires : celui-ci qui leur garantit un emploi à vie ne serait « plus adéquat ». Répondant aux souhaits du patronat, le ministre avait déjà affiché son intention de réformer le marché du travail et de déverrouiller le contrat de travail à durée indéterminée. Il ambitionne bien de battre en brèche la sécurité de l'emploi aussi bien dans la fonction publique que dans le secteur privé. Cela mérite une riposte commune des travailleurs du public et du privé.

SCANDALE VOLKSWAGEN : NOS VIES VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS !

Les Etats-Unis et l'Etat de Californie accusent Volkswagen d'avoir délibérément contourné les règles en vigueur en matière de lutte contre la pollution atmosphérique et le menacent d'amendes susceptibles d'atteindre 18 milliards de dollars, soit 15,8 milliards d'euros. Volkswagen a équipé ses modèles diesel des années 2009 à 2015 d'un logiciel permettant de contourner les tests d'émission : le dispositif incriminé permettait aux véhicules en question d'émettre jusqu'à 40 fois plus d'émissions que le seuil autorisé pour préserver la santé publique. Un logiciel coupait le mécanisme de contrôle des émissions en circulation normale et l'activait lorsqu'elles subissaient un test d'émission. De l'arnaque pure et simple, et la preuve que les capitalistes se moquent autant de l'environnement que des travailleurs puisque seuls comptent leurs profits.

Divers gouvernement notamment en Europe parlent d'enquête car ils savent que les constructeurs ici aussi pourraient être concernés. Tous les véhicules devraient subir des tests indépendants mis en place avec le concours des salariés de l'automobile, hors de la tutelle de leurs patrons et grands directeurs qui s'enrichissent au détriment des travailleurs et de la majorité de la population. Les salariés de Volkswagen ne doivent pas trinquer pour les tricheurs, alors qu'en 2015 les actionnaires ont perçus des dividendes en augmentation de 20%, les emplois, les salaires et les conditions de travail doivent être garantis !

TOUS DANS LA RUE LE 8 OCTOBRE !

Le 8 octobre une journée de mobilisations interprofessionnelle est annoncée. C'est l'occasion de se mettre en grève contre les licenciements et la suppression de postes – 278 en une seule année à Trémery – et pour des augmentations de salaires **Rassemblement à Metz, à 15h place Mazelle.**